



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° *12-2023-04-21-00003* du **21 AVR. 2023**
en application de l'article L171-8 du code de l'environnement à la société **SOUD'ETAIN ET
DÉRIVÉS, pour l'établissement qu'elle exploite, sur le territoire de la commune de Viviez**

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-155-13 délivré le 3 juin 2004 à la société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS sur le territoire de la commune de Viviez ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter n° 2012-157-0015 ; délivré le 05 juin 2012, à la société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS, sur le territoire de la commune de Viviez ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
- VU** l'article 52 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé qui dispose : « *La hauteur de la cheminée [...] ne peut être inférieure à 10 m* » ;

- VU** les articles 1.8, 1.9, 1.11 et 1.12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 5 juin 2012 susvisé qui encadrent les vitesses d'éjection, les valeurs limites des concentrations et les valeurs limites des flux polluants des rejets atmosphériques ainsi que les fréquences des auto-surveillance des émissions atmosphériques ;
- VU** l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 5 juin 2012 susvisé qui dispose : « *Des dispositifs de surveillance des zones à atmosphère explosible [...] sont contrôlés régulièrement* » ;
- VU** l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé qui dispose pour les installations de protection contre la foudre : « *les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer [...] que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.* » ;
- VU** l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé qui stipule que pour « *[Les systèmes de protection contre la foudre] une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.* » ;
- VU** l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 juin 2004 susvisé qui dispose : « *L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] d'un système de détection automatique d'incendie relié à un dispositif d'alarme* » ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 15/03/2023 faisant suite à la visite d'inspection du 10 mars 2023 sur le site exploité par la société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS transmis à l'exploitant par courriel et par courrier en recommandé avec accusé de réception, en date du 27 mars 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L.511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique et que les oiseaux et les chiroptères sont donc des intérêts à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *[..] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [..]* », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10 mars 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Les cheminées des rejets des fours Zinc et Aluminium ont des hauteurs inférieures à 10 m ;
- Les fréquences des analyses annuelles et triennales des rejets atmosphériques ne sont pas respectées ;
- Les teneurs en SO₂ des rejets atmosphériques ne sont pas mesurées ;
- Les teneurs en COVNM et Chlore gazeux ne sont pas mesurées sur les rejets atmosphériques des fours Zinc et Aluminium ;
- Les installations de protection contre la foudre ne sont pas en bon état et capables d'assurer leurs fonctions ;
- La vérification visuelle annuelle du système de protection contre la foudre n'a pas été réalisée en 2022 ;
- La vérification des détecteurs de gaz n'a pas été effectuée ;
- L'établissement ne dispose pas d'un système de détection incendie ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- article 52 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé ;
- articles 1.8, 1.9, 1.11 et 1.12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 5 juin 2012 susvisé ;
- article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 05 juin 2012 susvisé ;
- article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé ;
- article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 juin 2004 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS de respecter les prescriptions des articles ci-dessus visés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS, dont le siège social est situé, Zone du Bourg, à Viviez (12100), **est mise en demeure** de respecter les dispositions des articles suivants :

- Dans un délai de 1 an, à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 52 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 : en disposant de points de rejet des fours Zinc et Aluminium situés à une hauteur (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) supérieure à 10 m ;
 - l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé : en disposant d'un système de protection contre la foudre dont tous les composants sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
- Dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté :
 - les articles 1.8, 1.9, 1.11 et 1.12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 5 juin 2012 susvisé : en réalisant pour les points de rejets des fours Étain, Zinc et Aluminium l'ensemble des analyses et mesures prévues annuellement et tri-annuellement ;
 - l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisé : en réalisant la vérification visuelle du système de protection contre la foudre ;
 - l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation d'exploiter du 05 juin 2012 susvisé : en faisant vérifier et étalonner les détecteurs de gaz de l'établissement ;
 - article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 juin 2004 susvisé : en installant un système de détection incendie dans les installations.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions, prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise a un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée a la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 4 : Publication et information des tiers

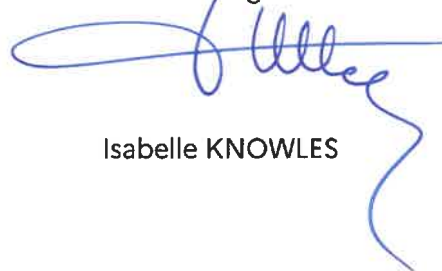
Conformément à l'article R 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le maire de la commune de Viviez, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOUD'ETAIN ET DÉRIVÉS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le **21 AVR. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Isabelle KNOWLES